



## Assemblée générale

Distr. générale  
20 août 2009  
Français  
Original: anglais

---

### Commission des Nations Unies pour le droit commercial international Quarante-deuxième session

#### Compte rendu analytique de la 892<sup>e</sup> séance

Tenue au Centre international de Vienne, à Vienne, le vendredi 10 juillet 2009 à 16 h 5.

*Président:* M. Soogeun Oh ..... (République de Corée)

### Sommaire

Adoption du rapport de la Commission

---

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date de distribution du présent document*, au Chef du Service de la gestion des conférences, bureau D0771, Centre international de Vienne.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera publié peu après la clôture de la session.

V.09-85491 (F)



Merci de recycler



*La séance est ouverte à 14 h 5.*

### **Adoption du rapport de la Commission**

*Rapport du Comité plénier de la Commission sur son examen d'un projet de loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics (A/CN.9/XLII/CRP.1 et Add.3 à 9; A/CN.9/664, 668 et 672)*

1. **M<sup>me</sup> Blanchard** (Canada), Présidente du Comité plénier, remercie le secrétariat de l'aide qu'il lui a apportée pour l'exécution de sa tâche de Présidente du Comité pendant les sept jours qu'ont duré les réunions, ainsi que pour la qualité des documents élaborés. Les débats du Comité ont été très productifs, mais ce dernier ne pense pas que le texte révisé de la Loi type soit prêt pour adoption par la Commission au cours de la présente session. Il a presque fini la deuxième lecture du chapitre I, pour lequel il ne reste que quelques questions en suspens, mais n'a pu examiner les autres chapitres. Il recommande de poursuivre les travaux sur le texte révisé, en se concentrant sur les questions non résolues. M<sup>me</sup> Blanchard croit comprendre que le secrétariat a l'intention de lancer, avant la prochaine session du Groupe de travail I (Passation de marchés), une vaste consultation informelle sur les questions que le Comité plénier n'a pas encore analysées. L'objectif est de préparer de nouveaux documents de travail pour analyse par le Groupe de travail. Le Comité recommande à la Commission d'adopter son rapport, publié sous les cotes A/CN.9/XLII/CRP.1 et Add.3 à 9, en tant que section de son propre rapport sur les travaux de sa quarante-deuxième session concernant le point 5 de l'ordre du jour: Projet de loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics.

2. **Le Président** déclare qu'en l'absence d'objection il considérera que la Commission souhaite adopter le rapport du Comité plénier, qui sera intégré à son propre rapport sur les travaux de sa quarante-deuxième session.

3. *Il en est ainsi décidé.*

4. **M<sup>me</sup> Nicholas** (secrétariat) attire l'attention sur les rapports du Groupe de travail I sur les travaux de ses quatorzième, quinzième et seizième sessions, publiés respectivement sous les cotes A/CN.9/664, 668 et 672. Chaque rapport expose les questions détaillées abordées par le Groupe de travail et les conclusions dégagées. Les principaux sujets examinés ont touché

aux accords-cadres, au chapitre premier du projet de loi type révisée et aux propositions concernant la passation de marchés négociée au chapitre IV. Pour chaque sujet, le Groupe de travail a étudié les propositions de modification, présenté ses commentaires et donné des instructions au secrétariat pour la révision du texte.

5. **Le Président** propose à la Commission de prendre note des trois rapports et de charger le Groupe de travail de continuer ses travaux sur le projet de loi type révisée sur la passation des marchés publics.

6. *Il en est ainsi décidé.*

7. **M<sup>me</sup> Otunga** (Kenya) dit que sa délégation est très intéressée par les questions nouvelles dans le domaine de la passation des marchés publics, qui sont traitées dans le projet de loi type révisée et qu'elle avait espéré que la Commission finirait son travail sur ce projet lors de la session en cours. Son pays envisage l'adoption de textes législatifs sur des sujets tels que les enchères électroniques inversées et les accords-cadres et avait espéré pouvoir se servir, comme guide pour ces questions, de la version définitive de la Loi type de la CNUDCI. M<sup>me</sup> Otunga espère que le Groupe de travail sera en mesure de finaliser son travail d'ici à la fin de l'année. Dans le cas contraire, certains pays pourraient adopter des dispositions qui ne seraient pas alignées sur celles qui seront à terme incluses dans la Loi type.

8. **M. Ekedede** (Nigéria) dit que le mandat confié à la CNUDCI de développer et harmoniser le droit commercial international ne consiste pas uniquement en la production de textes juridiques. Il faut promouvoir de façon plus dynamique l'utilisation des produits de la CNUDCI, en particulier dans les pays en développement. À cet égard, la démarche de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) est instructive. L'UNODC dispose d'un réseau de bureaux régionaux et nationaux pour promouvoir des partenariats avec les États Membres et d'autres parties prenantes en vue de faire connaître ses politiques. Il a été, pour ce faire, autorisé à mobiliser des ressources extrabudgétaires. Le moment est venu de chercher des solutions aux difficultés auxquelles fait face la CNUDCI dans la promotion d'une utilisation plus large de ses excellents produits.

9. **M. Sorieul** (secrétariat) dit que la Commission va étudier les questions soulevées par le représentant du

Nigéria au cours de la semaine prochaine, au titre des points 13 (Assistance technique en matière de réforme du droit) et 14 (État et promotion des textes juridiques de la CNUDCI) de l'ordre du jour. Il se réjouit de l'enthousiasme du représentant du Nigéria pour la mission et les produits de la CNUDCI. Le secrétariat est tout à fait conscient de la demande de coopération qui existe dans les pays en développement, mais la Commission manque de personnel pour accomplir son mandat dans les domaines de la coopération technique et de l'action sur le terrain. Ainsi, le nombre de postes au secrétariat reste plus ou moins inchangé depuis les années 1960. En cette période de globalisation croissante, pour que la CNUDCI puisse être à même d'interagir de façon efficace avec les États et d'autres parties prenantes, il lui faudrait des ressources supplémentaires. Le secrétariat est aussi handicapé dans son effort de mobilisation de ressources extrabudgétaires par un manque de capacité à développer des programmes qui attirent des financements du secteur privé et d'autres sources. Cette question sera discutée de façon plus approfondie au cours de la dernière semaine de la session, mais M. Sorieul est reconnaissant au représentant du Nigéria de l'avoir soulevée dans le contexte de la Loi type.

10. **M. Boutaqbout** (Maroc) dit que même si la CNUDCI ne peut avoir de présence physique sur le terrain elle pourrait attirer l'attention sur ses textes juridiques et les promouvoir grâce à l'organisation d'ateliers, séminaires et autres événements régionaux visant les différentes parties prenantes des États membres, dont les donateurs potentiels.

*La séance est levée à 16 h 40.*